

Naissance de la Turquie moderne, de l'ottomanité à la turcité

La fin de l'Empire ottoman a bouleversé tout le Proche-Orient. En connaître l'histoire permet de comprendre les tensions autour de la Turquie actuelle.

Nous poursuivons notre étude de la naissance des pays du Proche-Orient moderne, élément indispensable pour la compréhension du présent des chrétiens d'Orient. Dans ce sillage, comprendre les conditions de la naissance de la république de Turquie revêt une importance particulière. Elle est l'héritière de l'Empire ottoman dont elle émerge, et face auquel elle se constitue, notamment comme l'antithèse de son caractère pluriethnique et multireligieux. Si la présence des chrétiens du sultanat, régis par le régime des millets et par nombre de considérations locales et internationales, se déployait dans le cadre d'un *modus vivendi* très subtil et souvent fragile, le nationalisme de la Turquie

moderne ne leur laissait guère d'espace. Le contexte direct de cette genèse est celui de la Guerre d'indépendance turque (1919-1922). Elle permit à Atatürk d'abroger l'humiliant traité de Sèvres (1920), d'abolir le sultanat, d'obtenir le retrait des forces alliées, de proclamer la République et de créer une réalité politique et culturelle nouvelle.

L'Empire ottoman, rappel succinct

Les origines du sultanat remontent à la fin du XIII^e siècle. Les conquêtes successives¹ des trois siècles suivants permirent à cette jeune entité de s'étendre rapidement et de se constituer en puissance majeure, perçue comme européenne, musulmane et multiconfes-

sionnelle. Au cœur de celles-ci se trouvait la prise de Constantinople en 1453, représentant la victoire sur les Byzantins. Le sultan* se proclama calife* en 1517, et le fait d'être en possession des capitales des Omeyyades (Damas), des Abbassides (Bagdad) et des Mamelouks (Le Caire) légitima cela. L'empire atteignit son apogée avec Soleiman le Magnifique (1520-1566), dont le règne fut suivi par une période de stagnation, et puis de déclin, surtout à partir du XIX^e siècle, jusqu'à sa disparition après la Grande Guerre.

Le nombre des chrétiens de l'Empire était élevé. À certaines époques, ils dépassaient le tiers. Ceux-ci étaient soumis au régime des millets – une mise à jour du régime islamique classique de la *dhimma* – qui leur donnait des droits et des devoirs (à leur tête l'acquittement des impôts), et qui les reléguait à un statut social inférieur.

Un siècle très tourmenté

Le XIX^e siècle fut la scène de pertes territoriales importantes pour l'empire².

C'est le siècle de la « Question d'Orient » qui lui valut le titre d'homme malade. Les grandes puissances, dont la France, la Grande-Bretagne et la Russie, intervinrent d'une manière soutenue dans le but de le démanteler. Pour enrayer sa décadence, l'empire entreprit des réformes, les *Tanzimat* (réorganisation en turc), qui

commencèrent en 1839 et s'achevèrent en 1876. Ils permirent la promulgation d'une constitution, des élections parlementaires, une centralisation administrative, une certaine européanisation de la société et la modernisation de l'État. C'est dans ce cadre que les différentes communautés chrétiennes œuvraient pour l'égalité citoyenne, ce qu'ils obtinrent en théorie (*Hatti-Humayoun**, 1856). Mais, dans les faits les plus dramatiques, ils firent face aux massacres, à la famine, aux génocides et aux déplacements de populations.

La guerre avec la Russie (1877-1878) poussa le sultan Abdülhamid II à suspendre la Constitution. Si les *Tanzimat* avaient poussé l'empire vers une sécularisation de tendance européenne, Abdülhamid le recentra sur son identité islamique, avec comme essence la turcité. Il insistait désormais sur son titre de calife, dans une perspective panislamique, et résumait par les deux fonctions l'unité du politique et du religieux, tous les deux normatifs. Le régime

hamidien « introduit une distinction entre musulmans et non-musulmans³, notamment chrétiens, qu'il érige peu à peu en principe de base d'une inimitié. La "turco-islamité" de l'État est plus qu'un dispositif symbolique ; il se traduit en termes politiques, puis militaires activement mobilisés contre les non-

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient créé en juin 2020.

En 2011, il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

musulmans ». Dans ce cadre, les communautés chrétiennes, à leur tête l'arménienne, furent prises pour cibles, et considérées comme l'ennemi de l'intérieur, notamment en raison des protections offertes par les grandes puissances, mais aussi à cause des réveils nationalistes qui traversaient l'empire durant depuis plusieurs décennies.

En 1889 fut fondé le Comité Union et Progrès, parti nationaliste et réformiste turc regroupant les Jeunes-Turcs, responsables des génocides contre les chrétiens et de la mise en œuvre de la turcisation de l'Anatolie. Ceux-là menèrent une insurrection en 1908, dans le but de réactiver la Constitution, et prirent le pouvoir dans le cadre d'un événement dénommé « Proclamation de la liberté ». L'empire fut en liesse pendant plusieurs mois, et les non-musulmans, étouffés par les décennies difficiles, accueillirent avec joie ce changement. Cependant, la contre-révolution grondait dans la capitale, fomentée par le sultan, ennemi des Jeunes-Turcs. Ainsi, une autre insurrection militaire en avril 1909 le déposa et l'exila, tout en mettant complètement la main sur le gouvernement.

Le contenu idéologique de Comité Union et Progrès, à l'origine fondé par quatre non-turcs, évolua avec le temps. En 1904, ils rompirent avec l'ottomanité dont l'identité était forcément plurielle, et optèrent pour une turcité qu'il sacralisèrent. À partir de 1907, ses membres de premier plan devinrent tous turcs, et les non-musulmans n'y étaient pas admis.

Dirigé par le triumvirat Talaat Pacha

(grand vizir et ministre de l'intérieur), Enver Pacha (ministre de la guerre) et Jamal Pacha (ministre de la marine), le sultanat opta pour le camp allemand durant la Première Guerre mondiale et dû faire face, à l'intérieur, à plusieurs « ennemis », dont la révolte arabe de 1916 qui le fragilisait. Les dirigeants Jeunes-Turcs considéraient les chrétiens comme des ennemis de l'intérieur dont il fallait se débarrasser, et agirent dans cette perspective pour organiser les génocides arménien et assyro-chaldéen, l'extermination des Grecs pontiques* (considérée aussi par d'aucuns comme génocide) ainsi que la famine du Mont-Liban. La radicalité anti-arménienne des Jeunes-Turcs avait comme motif important les relations des Arméniens avec les Russes et la préparation d'une révolte.

Avec la fuite des Trois Pachas en octobre 1918, l'Empire ottoman perdait la guerre. C'était le temps du partage pour les Alliés.

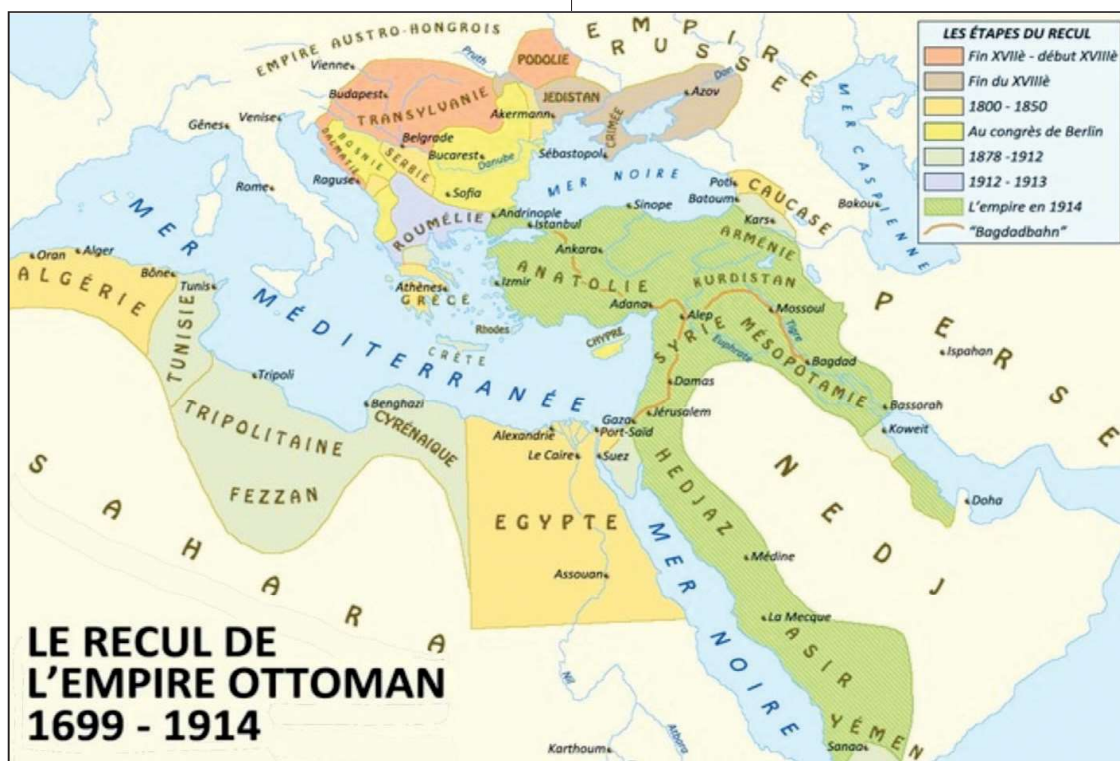
La Guerre d'indépendance

Au sortir de la Grande Guerre, le démantèlement de l'Empire ottoman, tant évoqué durant le XIX^e siècle, était désormais une réalité. France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie et Arménie (république proclamée par le parti Dachnak) se partageaient espace ou zones d'influence. Conclu le 10 août 1920 entre le sultanat et les Alliés, le traité de Sèvres qui consacrait cette nouvelle donne était humiliant pour l'empire qu'il sanctionna lourdement. D'un territoire de 1 780 000 km² en 1914, il se réduisait à 420 000 km² en 1920.

Fragilisé par cette situation, le

gouvernement de l'après-guerre envoya Mustafa Kemal, héros de la bataille des Dardanelles, non impliqué dans les génocides, comme inspecteur en Anatolie. Une fois sur place, il se déclara en dissidence, constitua un contre gouvernement et s'installa au fur et à mesure à la tête des comités de résistance locaux. Ainsi, l'empire se trouvait

Si Kemal, voulant abroger le régime sultanesque, considérait le sultan comme vassal des Alliés, ce dernier, s'appuyant sur un discours aux notes islamistes, considérait les nationalistes comme les « ennemis de Dieu », et constitua en avril 1920 une milice, l'Armée du calife, pour les combattre. La guerre civile fit rage et la milice paraissait avoir le dessus au



doté de deux gouvernements, l'un à Constantinople, fidèle au sultan, et l'autre à Ankara, sous les auspices de Kemal qui rejeta le traité, responsable d'un sursaut nationaliste.

Kemal mena la Guerre d'indépendance turque qui dura du 19 mai 1919 au 11 octobre 1922. Elle comprit plusieurs épisodes : une guerre civile et trois autres avec les Français, les Grecs et les Arméniens.

début du conflit. Mais lorsque les clauses du traité de Sèvres furent publiquement connues, le sultan perdit l'appui de nombreux Turcs qui rejoignirent les nationalistes. Ce fut de même le cas de membres de l'Armée du Calife. En septembre 1920, elle avait quasiment disparu, marquant la fin de la guerre civile. La guerre franco-turque, dite aussi campagne de Cilicie, dura de décembre 1918 à octobre 1921. Elle opposa l'Armée

coloniale française, alliée à la Légion arménienne (unité de la Légion étrangère de l'armée française), aux forces de la Grande assemblée nationale de Turquie, constituée à la suite du scrutin organisé par Kemal. La France, qui contrôlait la Cilicie et d'autres provinces ottomanes en Anatolie du sud, dut reculer devant les attaques des nationalistes. Cet épisode se conclut par la signature des deux traités de Cilicie (mars 1921) et d'Ankara (octobre 1921). Ce dernier n'avait pas réussi à trouver une solution pour le *sandjak** d'Alexandrette, qui demeura sous le contrôle de la France jusqu'en 1938. La guerre gréco-turque dura de mai 1919 à octobre 1922. Vaincu, l'empire était contraint de céder des territoires en Thrace orientale et en Asie Mineure. Rejetant cette situation, Mustafa Kemal et les nationalistes passèrent à l'offensive et attaquèrent les Grecs qui perdirent la guerre et furent contraints d'abandonner leurs gains territoriaux, à l'exception des îles de la mer Égée. L'un des derniers épisodes de cette guerre était le massacre des populations chrétiennes, arméniennes et grecques, dans la ville de Smyrne, en septembre 1922.

La guerre arméno-turque dura du 22 septembre 1920 au 2 décembre 1920. Le traité de Sèvres (10 août 1920), qui traça les frontières de l'Arménie, lui attribua des régions appartenant à l'Empire ottoman, dont Bitlis et Van, où de surplus se trouvent des populations turques et kurdes. Kemal, qui voulait reprendre ces territoires, lança son offensive et son armée avança très vite, ne rencontrant pas de résistance significative. La signature du traité

d'Alexandropol mit fin à ce conflit : les Arméniens perdirent les territoires octroyés par Sèvres, et ce qu'il restait de la Première République arménienne (1918-1920) devint soviétique.

À la suite de ces guerres, les Alliés mirent de côté leurs exigences, abandonnant les Arméniens à leur sort et laissant tomber dans l'oubli le projet d'un État kurde, prévu par Sèvres. Ils évacuèrent Constantinople et les Dardanelles en octobre 1922.

Une réalité nouvelle

Les victoires de l'armée kémaliste contraignant les Alliés, le traité de Sèvres devait être révisé. Ainsi Ankara obtint, au prix de plusieurs mois de négociations, la signature du traité de Lausanne le 24 juillet 1923. Il traça les frontières de la Turquie post-ottomane et ordonna le transfert de populations pour parachever l'homogénéisation « ethnique » pratiquée depuis les Jeunes-Turcs, et afin d'obtenir une démographie turque et sunnite. Ainsi, 900 000 Grecs ottomans et 500 000 musulmans de Grèce étaient concernés par ces déplacements forcés de population⁴.

Une nouvelle réalité naissait, opérant une rupture avec le passé. Il ne s'agissait pas seulement d'un autre régime, mais d'un ordre et d'une identité nouveaux. Évoquer des éléments clef de cette rupture nous permet de mesurer son ampleur. De plus, force est de constater que les réformes de Kemal ne rencontrèrent aucune opposition significative, à l'exception de la réaction massive à l'imposition du chapeau (signifiant l'inscription de la Turquie dans la famille de la civilisation)

en 1925, qui remplaçait le *fez* (signe d'ignorance, de fanatisme et de la haine du progrès).

Juste après la fin de la guerre d'indépendance, la Grande Assemblée nationale turque abolit le sultanat, le 1^{er} novembre 1922. Cela permit à Atatürk de gouverner le pays et de préparer la fondation de la République. Par cette abolition, suivie deux ans plus tard par la suppression de la fonction califale, il y avait une rupture avec le passé. Son ampleur affecta le monde musulman qui

perpétrés durant la Première Guerre mondiale, ayant pour but l'extermination de populations non-turques et non-musulmanes, furent achevés par les guerres de Kemal et les déplacement des populations qui en furent les conséquences. L'identité turque était définie, et l'islam était sous contrôle de l'État.

Cette rupture se concrétisa davantage dans les années qui suivirent les guerres d'indépendance à travers nombre de mesures. Mentionnons les plus

EN CHIFFRE

Quelques dates-clés

- **Fin du XIII^e siècle** : origines du sultanat
- **1877-1878** : guerre avec la Russie pour l'accès aux « mers chaudes »
- **1889** : fondation du Comité Union et Progrès, parti nationaliste et réformiste turc
- **1920** : traité de Sèvres et partage de l'Empire ottoman par les Alliés
- **1919-1922** : guerre d'indépendance turque
- **1923** : proclamation de la République de Turquie
- **1938** : décès de Mustapha Kemal Atatürk, père des Turcs

se retrouva pour la première fois de son histoire sans calife. Mais c'était aussi la mise de côté du caractère pluriethnique et multiconfessionnel de l'Empire ottoman. Il n'était plus question de fédérer plusieurs ethnies, car seuls les Turcs devaient être en principe maîtres à bord. Encore moins, appartenir à une autre religion que l'islam sunnite turc, le seul légitime. Dans ce sens il y eut continuité avec les Jeunes-Turcs et l'État unitaire était créé. Les génocides

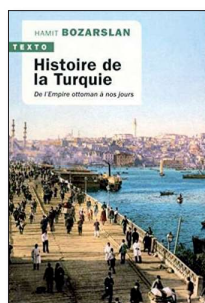
marquantes, en commençant par l'établissement de la République. Après avoir fait d'Ankara la nouvelle capitale en remplacement de Constantinople, la Grande Assemblée nationale de Turquie proclama, le 29 octobre 1923, la république de Turquie dont Kemal devint le premier président.

En 1924, l'éducation fut unifiée. Les écoles religieuses furent prosrites et les confréries soufies interdites en 1925. Durant la même année, soutenu par les

Britanniques, Cheikh Saïd Piran, religieux musulman et nationaliste kurde, mena une révolte armée pour renverser la République. Elle fut violemment matée et se solda par la mort de 300 000 civils, et par la pendaison de son instigateur et ses partisans. Celui-ci devint une figure majeure de la lutte pour l'indépendance kurde.

En 1926, les codes civil et pénal italiens furent adoptés, interdisant la polygamie et instaurant le mariage civil. Deux ans plus tard, toute référence à l'islam comme religion d'État dans la Constitution était supprimée et l'alphabet latin remplaça l'arabe pour écrire le turc et le lire. En quatre ans, Mustafa Kemal avait réussi à mettre à l'écart presque tous les repères qui constituaient la société ottomane classique. Cette nouvelle réalité laïque évolua par la suite en adoptant des mesures, comme l'instauration d'un

régime de parti unique qui mena, en 1937, à sa fusion avec l'État. Même l'appel à la prière devait être fait en turc à partir de 1932, mesure qui ne fut abrogée qu'en 1950. Les imams ne pouvaient plus se vêtir de leurs vêtements religieux en dehors des lieux de culte et le dimanche avait été adopté comme jour férié au lieu du vendredi, en 1935. Il s'agissait d'une laïcité dure qui fut confirmée par un amendement constitutionnel (1937) définissant la Turquie comme un pays laïque. Cependant, cela ne voulait pas dire qu'il s'agissait d'une réalité antimusulmane, car l'islam restait un levier patriotique servant à mobiliser le peuple. C'était plutôt une réforme qui, tout en gardant l'islam comme marqueur identitaire, l'inscrivait dans la réalité républicaine nouvelle, où il est strictement contrôlé et où l'administration gère mosquées



Histoire de la Turquie : de l'Empire ottoman à nos jours

Hamit BOZARSLAN

Tallandier, Poche, 2021. 704 pages, 12,90 €

S'étendant jadis des portes de Vienne au Yémen, de l'Algérie à l'Irak, l'Empire ottoman s'effondre en 1923 et cède la place à la république de Mustafa Kemal. Aujourd'hui, la Turquie d'Erdogan, impliquée dans de nombreuses guerres régionales, suscite des inquiétudes dans les pays occidentaux. L'Empire ottoman connaît plusieurs siècles de conquêtes territoriales, notamment celle de Constantinople en 1453 par le

sultan Mehmed II. Le règne de Suleyman le Magnifique parachève cet empire universel. Sa longévité, plus de 600 ans, est une exception dans le monde musulman. Au début du XIX^e siècle, il tente de se réformer : absolutisme éclairé, règne autocratique d'Abdülhamid II, révolution jeune-turque de 1908... Après une décennie de guerre, marquée par le génocide des Arméniens, un régime autoritaire, celui de Mustafa Kemal, voit le jour. À la lumière de ces sept siècles d'histoire, Hamit Bozarslan donne à comprendre la Turquie contemporaine, incarnée par son leader islamo-nationaliste Erdogan.

Historien et politologue, Hamit Bozarslan enseigne à l'EHESS. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages tels que Une histoire de la violence au Moyen-Orient (2011) et le coauteur de Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours (Tallandier, 2015).

et imams, désormais fonctionnaires. Celui à qui l'Assemblée attribua en 1934 le nom d'Atatürk, père des Turcs, décéda en 1938, laissant derrière lui une Turquie enterrant définitivement l'Empire ottoman, moulée par une idéologie révolutionnaire et autoritaire qui entendait s'inscrire dans le sillage d'autres révolutions, dont celle de 1789. Le passé ottoman était rejeté, car il trahissait l'âme de la nation turque. Il était même considéré comme antitürk, d'où la nécessité de combattre ses traces, que ce fût par le changement du nom de sa capitale, Constantinople, en Istanbul (1930) ou le bannissement de sa musique (en 1934), « dégénérée » et originaire de Byzance, des ondes de la radio.

Les leçons de l'histoire

La naissance de la Turquie moderne fut un tournant radical qui mit fin à une réalité ancienne structurant la région, les ethnies et les religions. La montée du nationalisme turc fut responsable de bouleversements dont les conséquences peuvent encore se constater aujourd'hui, dans un Proche-Orient qui a du mal à s'engager sur les chemins de la paix. La Turquie actuelle, forte d'un nationalisme qui a rééquilibré les rapports entre turcité et islamité, manifeste la volonté de renouer avec un passé où l'influence de

l'Empire ottoman dans la région était prépondérante et où il jouait un rôle majeur au sein du monde musulman. Son action au Proche-Orient et au-delà est loin d'être négligeable, et son influence s'étend sur plusieurs pays, limitrophes ou lointains. Ses implications dans les conflits modernes, en Syrie, en Lybie ou au Haut-Karabagh, mais aussi en Ukraine, en font un acteur international important.

« La Turquie actuelle [...] manifeste la volonté de renouer avec un passé où l'influence de l'Empire ottoman dans la région était prépondérante et où il jouait un rôle majeur au sein du monde musulman. »

Quant aux chrétiens d'Orient, ils ont certainement vécu depuis un siècle des événements divers qui ont contribué à l'affaiblissement considérable de leur présence. Cependant, l'histoire que nous venons de rappeler évoque des problématiques qui demeurent d'actualité pour eux : la citoyenneté, le problème de l'instrumentalisation de l'islam et de son établissement en

tant qu'identité politique ou nationaliste, l'affaiblissement démographique et les rapports complexes entre Orient et Occident.

1 Brousse, Nicée, Karesi, Nicomédée, Serbie, Kosovo, Bulgarie, Bosnie, Albanie, Syrie, Égypte, Rhodé, Hongrie, Bagdad, Aden, Chypre ou Tunis. Ajoutons à cela l'influence en Moldavie, Circassie, Crimée, Valachie, Algérie et Géorgie.

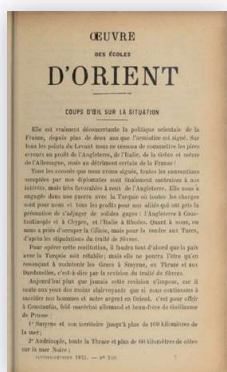
2 Égypte, Bessarabie, Serbie, Serbie, Grèce, Mingrélie, Algérie, Moldavie, Valachie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Kars, Ardahan et Bulgarie.

3 Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, Tallandier, Paris, 2013, p. 243.

4 Cf. *Ibid.*, p. 407.

... JANVIER-FÉVRIER 1921

Chaque numéro, nous présentons un extrait des premiers bulletins de l'Œuvre d'Orient qui relate un moment de la vie des chrétiens d'Orient. À retrouver sur gallica.bnf.fr



Atatürk, l'incarnation du nationalisme turc

Cet extrait du Bulletin de janvier-février 1921 relate la période très complexe de la définition des frontières de la Turquie moderne et du jeu des alliances internationales.

Des éléments essentiels participant à la création de la Turquie moderne sont évoqués. Le traité de Sèvres (1920) qui avait démembré ce qu'il restait de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale était violemment rejeté par les Turcs. Ses termes, considérés

humiliants, participèrent au développement du nationalisme turc et au ralliement d'un grand nombre à la marche vers l'indépendance, incarnée par Mustafa Kemal. Le rédacteur de l'article, Mgr Félix Charmetant (directeur de l'Œuvre des Écoles

— 111 —
fomentier en Angleterre, en Italie, aux États-Unis et surtout en France tous les mouvements révolutionnaires qui pourraient briser leur force et les affaiblir au point de les mettre définitivement sous la terrible férule germano-bolcheviste.

Il est certain que si l'Allemagne avait accompli son devoir de nation civilisée vis-à-vis la barbarie bolcheviste, celle-ci serait déjà anéantie et peut-être ne serait jamais née, car c'est elle qui a inventé et poussé au pouvoir les Lénine, les Trotsky et autres Juifs plus ou moins camouflés d'Allemands ou de Russes. Dans sa rage de revanche et de haine pour les Alliés, elle encourage et soutient les bolchevistes, avec l'espoir de les déchaîner un jour contre nous et d'arriver ainsi à la réalisation de son ancien rêve : la domination universelle.

En attendant, elle s'insinue partout où elle entrevoit la possibilité de nous affaiblir et de nous combattre plus ou moins sournoisement. Elle est maintenant à Angora et sera demain à Athènes où elle agira contre nous, soit par Constantin soit par le diadoque, puisque tous les germanophiles sont maintenant au pouvoir. Soyons persuadés qu'elle travaillera à rétablir à son profit le rapprochement des Grecs et des Turcs, ces éternels rivaux, et avant peu, si nous n'y prenons garde, elle parlera en maître à Constantinople, à Sofia, à Bucarest et dans tous les Balkans. Peut-être est-ce un nouvel empire d'Orient que Lloyd George prépare en faveur de Constantin, à qui il se réserve d'offrir Constantinople comme siège de cet empire.

Voilà ce que la France ne peut ni ne doit ignorer. N'attendons pas qu'il soit trop tard pour agir. Si l'Allemagne affecte d'oublier qu'elle est vaincue, nous devons le lui rappeler et lui montrer que nous sommes les vainqueurs, en exigeant l'exécution intégrale du traité de Versailles qu'elle a signé. Malheureusement chacun sait que les difficultés, à ce sujet, ne viennent pas seulement de l'Allemagne mais aussi de nos alliés ! Il est de notre honneur de passer outre, et c'est aussi notre intérêt. Nous ne ferons en cela que les imiter, car eux n'ont d'autre préoccupation que leur intérêt immédiat. Pour l'exécution du traité de Versailles comme pour la revin-

sion de celui de Sèvres, sachons vouloir et parler plus haut que nous le faisons depuis deux ans, dussions-nous froisser nos amis, ce qui ne pourrait se produire, si nous avions moins hésité et moins attendu.

Inutile d'ailleurs de se faire illusion : le traité de Sèvres apparaît de plus en plus fragile et le nationalisme turc de plus en plus fort. Pas un Turc, qu'il soit gouvernemental ou kémaliste, n'acceptera de ratifier un traité qui enlève à son pays Smyrne, la Thrace, les Dardanelles.

On a eu tort, dès le début, de ne voir en Mustapha Kémal qu'un chef de bandes, tandis qu'en réalité il incarnait le nationalisme turc. Aujourd'hui, par suite de l'occupation anglaise, le véritable siège du gouvernement n'est plus à Constantinople mais à Angora, dans la main de Kémal dont la position se fortifie de jour en jour. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons : notre intérêt est de nous entendre avec lui sur la révision du traité de Sèvres. Ce serait le moyen le plus sûr de ruiner l'influence allemande et les projets bolchevistes en Asie Mineure où déjà ils viennent d'ériger l'Arménie en république soviétique.

Nous savons que les kémalistes sont tout disposés à traiter de préférence avec nous, parce qu'ils savent que nous voulons une Turquie indépendante et moins démembrée. Ils accepteraient même une sorte de protection française plutôt que le protectorat anglais, parce qu'ils veulent que leur pays reste libre et n'ait pas à subir le sort de l'Égypte. S'ils se sont alliés aux bolchevistes, c'est à cause du débarquement des Grecs à Smyrne, sous la protection de la marine anglaise.

C'est donc le moment d'agir et de prendre des décisions énergiques, sans quoi la question orientale va de nouveau se compliquer de telle façon qu'une nouvelle guerre mondiale peut en sortir, beaucoup plus terrible et plus féroce que celle qui vient de déchaîner tant de calamités et d'horreurs sur notre pauvre humanité.

Prions Dieu et les Saints Protecteurs de la France de nous venir en aide et de rendre nos hommes d'État plus clairvoyants.

F. C.

“

On a eu tort, dès le début, de ne voir en Mustapha Kémal qu'un chef de bandes, tandis qu'en réalité il incarnait le nationalisme turc. Aujourd'hui, par suite de l'occupation anglaise, le véritable siège du gouvernement n'est plus à Constantinople mais à Angora, dans la main de Kémal dont la position se fortifie de jour en jour. »

*Mgr Félix Charmetant
(1885-1921)*

d'Orient) était déjà lucide sur le potentiel d'Atatürk, le père des Turcs. Il n'était pas « qu'un chef de bandes », mais « incarnait le nationalisme turc ». Les guerres de celui qui établit un contre gouvernement à « Angora » (ancienne appellation d'Ankara) devaient mener, écrit l'auteur, à « la révision du traité de Sèvres », ce qui se fit trois ans plus tard à Lausanne. Si la situation du terrain allait dans le sens de cette évolution, pour la France, il s'agissait surtout de faire face aux rivaux présents sur place, les Allemands, les Anglais et les « bolchevistes ». Ces lignes furent rédigées alors que la

France avait déjà perdu plusieurs batailles contre les forces de Kemal, dans le cadre de la campagne de Cilicie, et dut céder le contrôle de celle-ci et d'autres provinces en Anatolie du sud. Dans une logique « d'une sorte de protection française », Charmetant évoquait les kémalistes, « disposés à traiter de préférence » avec la France. Cela paraissait préférable à un « protectorat anglais ». La rivalité franco-anglaise qui traversait la question d'Orient tout au long du XIX^e siècle était toujours vive.

Antoine Fleyfel